

Toutes et tous mobilisé·e·s le 14 décembre

salarié·e·s du privé comme du public

C'est une évidence : dans le contexte social tendu que nous connaissons, la question du pouvoir d'achat est centrale.

Pour la CGT, qui a fait depuis longtemps de cet enjeu essentiel un élément central de sa démarche revendicative, rien n'est plus compréhensible et légitime.

En faisant le choix d'accorder toujours davantage de cadeaux aux plus riches, le Président et le Premier ministre conduisent une politique injuste et insupportable, qui conduit un grand nombre de salariés et de citoyens à des situations de précarité extrême.

Dans la Fonction publique, depuis de nombreux mois, les agents sont confrontés à une avalanche de mesures toutes plus régressives les unes que les autres : gel quasi permanent de la valeur du point d'indice entraînant une perte de pouvoir d'achat sans précédent, hausse contestable de la CSG de surcroît mal compensée, rétablissement de l'inique jour de carence, ralentissement des carrières pourtant déjà bien mal en point...

Et nous ne parlons là que des attaques contre le pouvoir d'achat !

Car il faut ajouter à ce tableau déjà désastreux les nouvelles suppressions d'emplois, alors que de nombreux services ont en fait besoin de nombreuses créations, la détérioration des conditions de travail, la remise en cause des missions publiques, les attaques sans précédent contre le statut général.

LA COUPE EST PLUS QUE PLEINE !

Et il ne saurait être question que les agents de la Fonction publique soient ceux qui paient demain d'éventuelles compensations des quelques modestes mesures – au demeurant, bien légitimes – que le pouvoir a été contraint de lâcher face au mouvement social.

Tout à l'inverse et plus que jamais, la CGT exige la mise en place d'urgence de politiques de justice sociale, le développement des missions publiques socialement utiles dotées des moyens nécessaires tant budgétaires qu'hu-

mans, la restauration du pouvoir d'achat des agents de la Fonction publique laminé par des années de politique d'austérité.

POUR :

- ✓ La hausse du point d'indice, avec une revalorisation immédiate d'au moins 2 % ;
- ✓ Un plan de rattrapage des pertes intervenues depuis 2010 ;
- ✓ Des mesures spécifiques bas salaires ;
- ✓ Une meilleure reconnaissance des qualifications ;
- ✓ L'amélioration significative des déroulements de carrière ;
- ✓ L'abrogation du jour de carence ;
- ✓ La stricte égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- ✓ L'augmentation des pensions.

La Fédération de la santé et de l'action Sociale, la Fédération des services publics, l'Union fédérale des syndicats de l'État appellent tous les agents des trois versants de la Fonction publique

à participer massivement à la journée du 14 décembre et à manifester partout dans les territoires.

Face à un pouvoir qui refuse la moindre prise en compte de nos propositions, porteuses de justice et de progrès pour toutes et tous, l'élévation du rapport de force et son inscription dans la durée sont indispensables. C'est pourquoi nous appelons plus largement les personnels à se réunir pour débattre de leurs revendications, à prendre les décisions d'action qu'elles et ils jugeront nécessaires, et à participer aux initiatives de mobilisation décidées en territoire.

Montreuil, le 7 décembre 2018

Des préavis de grève sont déposés pour favoriser la plus grande mobilisation possible.